



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme et de
l'environnement
Affaire suivie par : Martine FLAMAND
Tél : 04-68-51-68-62
Mèl : martine.flamand@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le

05 DEC. 2022

Madame,

Par courrier du 11 août dernier, vous avez adressé à l'inspection des installations classées, le dossier de réexamen et le rapport de base relatifs à la directive européenne portant sur les émissions industrielles dites « IED » à laquelle l'installation de stockage de déchets que la société SVLR exploite sur la commune d'Espira-de-l'Agly est soumise sous la rubrique 3540-1* de la nomenclature des installations classées.

Je vous rappelle que la directive IED a pour but de parvenir à un niveau de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction intégrée de la pollution.

Ses principes directeurs sont les suivants :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) dans le cadre de l'exploitation des activités concernées. Ces meilleures techniques disponibles doivent être le fondement de la définition des valeurs limite d'émission et des autres conditions de l'autorisation d'exploiter.
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui décrit dans un rapport de base qui doit décrire l'état du sol et des eaux souterraines avant la mise en service.

Les deux dossiers que vous avez déposés ont fait l'objet d'un examen de l'inspecteur des installations classées.

**Madame Marie CHOQUET
Directrice de la société SVLR
Lieu-dit « Les Mirandes basses »
RD 117
66600 ESPIRA-DE-L'AGLY**

.../...

Il ressort de cette analyse :

1/ que le dossier de réexamen comprend bien les éléments de comparaison de l'installation au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et des meilleures techniques disponibles (MTD) listées dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

2/ que le rapport de base fournit bien les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état d'exploitation lors de la mise à l'arrêt de l'installation.

Ainsi, et conformément aux dispositions de l'article R 515-73-II du code de l'environnement, je vous notifie, par ce courrier, qu'il n'y a pas de nécessité d'actualiser les prescriptions d'exploitation de l'installation que la société SVLR exploite sur la commune d'Espira-de-l'Agly.

Je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Yohann MARCON

copie à DREAL/UID66